

La lettre mensuelle d'actualité européenne

10 Septembre 2018 N° 02/97 – 2 €

Au sommaire de ce mois :

Éditorial.

L'Union européenne est en danger à l'intérieur et à l'extérieur : réveillons-nous !

De tout un peu :

- *La fin de l'heure d'été !*
- *Spatiale : AELUS, un satellite pour mesurer le vent*
- *CO2 : dure réalité pour les constructeurs automobiles*
- *Budget 2019 : l'Italie menace de faire obstruction*

Chez nos partenaires :

- *Allemagne : une extrême droite en action et le débat sur les migrants, le service militaire en question, Meckel reçoit Poutine*
- *Grèce : la tutelle prend fin après 8 années de crise*
- *Italie : tension entre le gouvernement et l'Union européenne*
- *Slovaquie : violation de l'espace SCHENGEN*

Les dossiers du mois

BREXIT : de la faiblesse de Theresa MAY au commerce britannique en difficulté en passant par la phase cruciale des négociations

MIGRATIONS : le dossier qui empoisonne l'Union européenne et que complique le gouvernement italien

GUERRES COMMERCIALES USA/UE : taxation abusive d'exportations européennes et chantage à l'extraterritorialité (interdiction de commercer en dollar avec certains pays dont l'Iran). Et l'euro dans tout cela ?

Editorial

L'Union européenne est en danger à l'intérieur et à l'extérieur : réveillons-nous !

Par Alain REGUILLON, directeur de publication

Ce numéro de rentrée aborde bien des sujets différents. Tous montrent la fragilité de ce temps où les populistes et les Extrémistes s'imposent de plus en plus dans tous les Pays de l'Union. Seuls l'Espagne et le Portugal semblent aujourd'hui échapper à ce phénomène. Il est vrai que ces pays ont le souvenir encore vif des dictatures qui les ont régis et dont ils ne sont sortis qu'il y a une quarantaine d'années !

Cette poussée extrémiste, dont la dernière en date se situe dans un pays où la protection économique, sociale et La sécurité des personnes sont souvent citées en exemple, la SUEDE, doit nous interroger sur le pourquoi de cette réalité. Avec des gouvernements loin des valeurs de l'Union, en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie, en Autriche, en Slovénie et en Italie, comment croire encore à la solidarité et à la démocratie qui sont deux piliers majeurs de l'Union ?

L'Union est malade et ce n'est pas d'hier. La faute est largement partagée. Elle incombe aux gouvernants et acteurs politiques, quelque soit les partis, qui n'ont jamais expliqué le pourquoi de l'Union. Ils ont contribué à discréditer les institutions européennes en rejetant sur elles ce qui n'allait pas et en s'attribuant les mérites de ce qui allait bien. Ils n'ont pas rempli leur office de pédagogues et de guides. Elle incombe aussi aux acteurs économiques et financiers qui ont tout misé sur le Marché sans se préoccuper de la dimension sociale de celui-ci. Par la délocalisation et la recherche d'une main d'œuvre toujours moins chère, ils ont favorisé les ressentiments entre les Européens et créé des rejets d'une libre circulation que nos concitoyens n'ont plus vue comme une opportunité, mais comme une menace.

Mais ces concitoyens ont aussi leur part de responsabilité. Ils n'ont pas fait les efforts nécessaires de comprendre cette construction avec ses forces, ses faiblesses, mais aussi en considérant son enjeu dans un contexte mondial qu'aucun pays ne peut désormais affronter isolément. La paresse intellectuelle et le manque d'éducation européenne et géopolitique conduisent les Européens de tous les pays à se laisser prendre dans les filets des sirènes de l'extrémisme et du nationalisme avec leur flot de mensonges et de rejet des autres. Avec leur slogan d'une Europe chrétienne, que l'on doit considérer et respecter au regard de l'histoire, les extrémistes sont après faire émerger une Europe de citoyens aveuglés par leurs mensonges ; cela rappelle une période dramatique de notre histoire commune, celle d'une idéologie qui prônait la suprématie de la race aryenne ! Il faut se souvenir des travers de l'histoire qui, en moins d'un demi-siècle, ont fait plus de 2 millions de morts !

Le danger est aussi extérieur. Il est celui du terrorisme que l'on combat toujours de façon désordonnée, ce qui profite aux criminels qui l'animent. Certes, une meilleure coordination policière et judiciaire en Europe renforcera notre combat. Mais cela ne suffit pas. Le terrorisme et une plaie mondiale que l'on ne traitera qu'au niveau mondial.

Les Etats-Unis d'Amérique ont une part de responsabilité non négligeable dans la montée du terrorisme. La guerre d'Irak en est l'une des causes ; la non-intervention en Syrie en est une autre. D'autres pays ont aussi une responsabilité qui n'est pas moindre : la Russie, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Qatar, tous ces pays et d'autres sont aussi impliqués dans la propagation du terrorisme. Nous sommes là face à un dérèglement du monde que l'ONU n'est plus à même ni d'enrayer, ni de combattre. Il y a un réel risque de conflit entre tous ses Etats dirigés par des Ambitieux mégalomanes et narcissiques qui peut conduire le monde à un embrasement dramatique.

Mais il est une guerre qu'attise un président américain plus dangereux qu'aucun autre de ses prédécesseurs, la guerre commerciale. Alain MALEGARIE développe cela très bien dans le dossier qu'il consacre à ce sujet. Je veux, pour ma part, souligner combien le manque d'unité européenne et l'absence d'une Europe puissance nous contraint à accepter le dictat de M TRUMP qui n'a rien à envier à des POUTINE, ORBAN, ERDOGAN et autre dirigeant Nord Coréen !

A moins de neuf mois des élections européennes qui présentent le risque d'un Parlement aux mains des extrémistes, il est temps de réagir. L'Union européenne est en danger ; il nous appartient de la sauvegarder tout en exigeant sa transformation en une puissance politique pouvant peser dans les affaires du monde. Alors, réveillons-nous : l'Union, il faut y croire et s'engager !

Lyon, le 10 septembre 2018

De tout un peu

La fin du changement d'heure. Le débat va être officiellement réactivé par la Commission européenne dans les prochains mois. Cette initiative découle d'une consultation en ligne lancée entre le 4 juillet et le 16 août ; 84 % des 4,6 millions de réponses (citoyens, entreprises, institutions...) se prononcent pour le maintien permanent de l'heure d'été. Cette option est choisie car c'est cette heure là qui convient le mieux à l'horloge biologique des personnes les plus fragiles -enfants, seniors- et des animaux, notamment les bovins.

Le processus sera long car les États restent souverains quant à la fixation de l'heure dans leur pays : « *Potentiellement, chacun peut décider de son heure standard et donc choisir de rester sur l'heure d'été ou l'heure d'hiver* ». Le texte que la Commission présentera au Parlement européen sera donc soumis aussi à la lecture des 28 Parlements nationaux. Le choix du changement d'heure, en mars et en octobre qui lie tous les pays de l'Union date de 1996.

Le changement d'heure a été pratiqué par certains pays bien avant. La mise en œuvre la plus ancienne remonte à 1916. L'Autriche-Hongrie avait alors souhaité économiser du charbon. Quelques pays reprirent cette idée pendant la seconde guerre mondiale; elle fut réintroduite en 1980 pour contrer la flambée du pétrole. Depuis, toutes les études montrent que l'économie réalisée est marginale ; les perturbations que cela entraîne coûtent davantage que la baisse de la facture pétrolière.

Spatiale : AELUS, un satellite pour mesurer le vent. Dans ce domaine l'Union européenne fait encore figure d'excellence. Depuis 1999, elle conduit une mission spatiale pour tenter de mesurer de façon plus fiable, la vitesse du vent. Le 21 août 2018, l'agence spatiale européenne (ESA) a lancé un nouveau satellite par une fusée VEGA, depuis KOUROU en Guyane. AELUS circule à 320 km d'altitude. Il va parcourir 111 orbites polaires en sept jours avant de repasser au-dessus d'un même point du globe. Par un système laser émettant des pulsions dans l'ultraviolet, ses observations seront faites tous les 87 km. Cette nouvelle méthode d'observation permettra de calculer la vitesse et la direction de la masse d'air entre le sol et 30 km d'altitude.

Les météorologues et les climatologues vont pouvoir intégrer ces données dans leurs modèles d'analyses et ainsi prévenir plus finement les phénomènes météorologiques tels que les ouragans.

CO2, dure réalité pour les constructeurs automobiles. Les normes de rejet de CO2 dans l'atmosphère qui ont été fixées par l'Union européenne imposent de limiter entre 90 et 102 grammes par kilomètre les émissions selon le type de voitures. L'effort engagé depuis une huitaine d'années pour atteindre cet objectif, conduisait à un rythme de baisse de 1 à 2% par an. Désormais, il faudrait porter cet effort à 5% en moyenne, ce qui n'est pas gagné. Certains constructeurs sont plus avancés que d'autres. Pour Toyota, Peugeot-Citroën et Renault la baisse devrait être de 3% ; pour BMW de 4% par an jusqu'en 2021 ; Daimler-Mercedes 4,6% et Volkswagen 4,8%. Les plus en retard sont FIAT-Chrysler et Ford.

Pour atteindre ces objectifs, le développement de la voiture tout ou partiellement électrique est la meilleure solution. Mais, selon l'option les surcoûts sont importants. Ainsi, pour un moteur 48 volt qui permet une réduction de 15% de CO2, il faudra payer 1 600 € de plus ; une hybride permettra une baisse de 30%, le

surcoût sera de 3 500 € ; un moteur électrique rechargeable sur pile ira jusqu'à 65 % de réduction avec une hausse de 5 000 € ; enfin, le tout électrique atteindra 100 % de baisse mais il faudra payer 7 800 € de plus.

Les professionnels du secteur n'entendent pas réclamer un report de cette mise en application. L'effort financier d'investissement pour les 8 prochaines années serait de l'ordre de 225 milliards de dollars soit dix fois plus que les 8 dernières années.

Les constructeurs ont une crainte, celle d'être taxés à partir de 2021 à raison de 95€ par voiture et par gramme excédentaire ; le montant total des amendes pourrait s'élever à 14 milliards d'euros. Selon les études actuelles, 25 constructeurs seraient conformes pour 27 qui rateraient l'objectif.

Si l'enjeu est climatique et de santé publique, il est aussi un défi industriel et technologique qui influera sur des milliers d'emplois, en Europe et hors d'Europe. Le risque du tout électrique est cependant de nous rendre totalement dépendant des Chinois qui fabriquent le plus grand nombre de cellules lithium-ion.

Budget 2019 : l'Italie menace de faire obstruction. La discussion sur le budget pluriannuel qui permet de prévoir des politiques européennes sur une période de 7 ans est toujours difficile. Cette année, elle l'est plus encore car la Commission JUNCKER prévoit une augmentation de l'ordre de 0,08%. Celle-ci doit permettre de financer de nouvelles politiques et d'en renforcer d'autres : défense, migrations, surveillance des frontières, recherche/développement ; D'autres politiques connaîtront une baisse de dotation : agriculture et cohésion.

Le nouveau gouvernement italien refuse cette augmentation. C'est assurément mal comprendre les objectifs qui le concerne directement et qui répond à des demandes récurrentes de sa part comme une meilleure prise en charge par l'Union du coût de l'accueil des migrants, le renforcement des frontières et le relèvement de 30% du budget alloué à la recherche/développement, dont les universités italiennes sont de grandes consommatrices, l'État ne consacrant que 1,2% à ce secteur contre une moyenne de 2% en Europe.

Le Commissaire au budget, Günter OETTINGER ne s'embarrasse pas de propos diplomatiques pour dénoncer l'attitude italienne : « *Bloquer une négociation, ce n'est certes pas juste, mais ce n'est surtout pas très malin* ». Il ajoute, « *Dans l'intérêt de l'Italie et de quelques autres nous désirons renforcer FRONTEX. Ce serait impossible sans ce budget* ». Avec une baisse annuelle prévisible de 12 à 14 milliards d'euros de contribution britannique à partir de 2021 et des pays de moins en moins solidaires, mais souhaitant toujours plus de financements, l'adoption -à l'unanimité- du cadre financier pluriannuel 2021-2027 s'avère encore plus délicate que les dernières négociations.

Chez nos partenaires

Allemagne : une extrême droite en action, une coalition -CDU/CSU- en perte. Le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) ne cesse de gagner en force. Déjà première force d'opposition au Bundestag, il conforte progressivement ses positions dans un certain nombre de villes et de régions. Ainsi, en Bavière, selon les derniers sondages, il ferait jeu égal avec les Verts à 15 %. S'il est encore loin de l'Union chrétienne-sociale

(CSU), celle-ci perd près de 12 % des voix depuis le scrutin de 2013. Avec 36 % d'intentions de votes, elle perdrait la majorité au parlement bavarois : quid alors de la gouvernance de ce land ?

C'est dans ce contexte difficile que Mme MERKEL doit faire face à un double défi. Celui de ne pas rompre avec son allié bavarois au risque de faire éclater la coalition gouvernementale. Celui de faire front à une extrême droite plus virulente que jamais, telles qu'en attestent les manifestations à CHEMNITZ en Saxe, pire, la chasse aux migrants.

Dans les deux cas, c'est la politique migratoire qui est au centre des actes et des débats. L'attitude d'Angela MERKEL en 2015 ne lui est toujours pas pardonnée, ni par ses alliés, ni par ses adversaires. Alors, profitant d'un fait divers qui a vu un Allemand tué par deux suspects syrien et irakien, l'AfD a orchestré la chasse aux migrants et déclenché des manifestations violentes qui ont rassemblé quelque 6 000 extrémistes. En Bavière, le candidat à la présidence du land, Markus SÖDER, tient des propos qui n'ont rien à envier à l'AfD. La droitisation du discours de la CSU tend à ramener des électeurs tentés par l'AfD, mais éloigne les plus modérés qui semblent rejoindre les Verts.

Le ministre allemand de l'intérieur, Horst SEEHOFER, leader de la CSU droitise lui aussi son discours et met sa démission en balance pour imposer à la chancelière plus de réserve sur la politique migratoire. Il n'est pas exempt non plus d'attaques contre l'Union européenne qui, avec les immigrés, devient le bouc émissaire de tous les nationalistes frigidés et ennemis de leur propre pays. Les outrances, le repli sur soi et le rejet de l'autre n'ont jamais été des signes d'intelligence et de courage ; c'est au contraire, une manifestation de lâcheté et de petitesse qui dessert la démocratie et l'humanisme.

Rassurants sont cependant les sondages qui montrent que 56% des personnes interrogées estiment être en sécurité en Allemagne. Il ne faut pas malgré tout refuser de voir les dangers qui guettent ce pays comme de nombreux autres, les populations se défiant d'une immigration qu'elles considèrent comme préoccupante.

Il sera intéressant de suivre les élections en Bavière le 14 octobre et en Hesse le 28 octobre pour voir comment se matérialise dans les urnes, le rapport des forces politiques. De ces scrutins pourrait bien naître une crise gouvernementale !

Le service militaire en question. Angela MERKEL a beau dire que la question n'est pas à l'ordre du jour car ne figurant pas dans le programme de la coalition, son parti entend bien évoquer ce sujet lors de son prochain congrès.

C'est la nouvelle secrétaire générale de l'Union chrétienne démocrate (CDU) qui demande ce débat après une tournée d'une quarantaine d'étapes, elle considère que : « *La question du service militaire -ou du service civique- doit revenir au cœur des discussions* ». Elle est soutenue par le président de l'association des réservistes de la Bundeswehr, député, et par les jeunes conservateurs qui envisagent un service civique de 12 mois pour renforcer la cohésion nationale. 55 % des Allemands sont favorables à cette mesure.

En Allemagne, la plupart des partis sont opposés à un retour du service militaire supprimé en 2011. Seule l'AfD à l'extrême droite est favorable à ce retour.

Au-delà de cet épisode, c'est bien l'après MERKEL qui se prépare avec un virage plus à droite de la CDU, beaucoup de ces membres estimant que la Chancelière est trop positionnée sur les lignes des sociaux démocrates et des Verts.

MERKEL reçoit POUTINE. Leurs relations se sont tendues depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Angela MERKEL est même la principale opposante à POUTINE au sein de l'Union européenne. Mais, le réalisme politique a eu raison de cette brouille. Donald TRUMP est l'acteur involontaire de ce rapprochement. La guerre commerciale qu'il a lancée menace l'économie russe et les intérêts allemands. Cette menace est grande aussi quant aux risques que l'extraterritorialité fait peser sur les entreprises russes et allemandes qui travaillent avec l'Iran.

Tout n'est pas rose entre ces deux partenaires qui connaissent bien des divergences, notamment sur le dossier ukrainien et la discussion sur la Syrie. Mais, comme le dit le porte-parole d'Angela MERKEL : « *Angela MERKEL et Vladimir POUTINE ont besoin l'un de l'autre, ils ont des intérêts communs à défendre* ». C'est aussi un message adressé aux États-Unis : « *Nous n'acceptons pas votre chantage* ».

Grèce : la tutelle prend fin après 8 années de crise ! Le 6 août 2018, la Grèce a perçu la dernière tranche du prêt consenti par le Mécanisme européen de stabilité (MES) soit 15 milliards d'euros. Depuis 2010, et après 3 programmes de financement, 288,4 milliards ont été prêtés à ce pays : 52,9 milliards de prêts bilatéraux des États membres, 203,7 milliards de l'Union européenne et 31,8 milliards du fonds monétaire international (FMI). A partir du 20 août, la Grèce devra voler de ses propres ailes et se financer sur les marchés internationaux.

C'est un pari important pour un pays qui a été contraint à de nombreux sacrifices dans le domaine social, éducatif et de la santé, par des prêteurs exigeants et souvent intransigeants. Les résultats économiques et financiers sont là. Le pays renoue avec un excédant budgétaire primaire (avant paiement des intérêts de la dette), le chômage est repassé sous la barre des 20 %, mais les dégâts sociaux et humains sont considérables, augmenté par l'exode de plus de 50 000 personnes par an depuis le début de la crise. Et ce sont bien sûr les plus diplômés, les mieux formés qui partent tenter leur chance dans un autre pays.

Le gouvernement d'Alexis TSIPRAS veut reprendre la main en améliorant la situation sociale, en incitant des investisseurs à venir s'installer en Grèce et en continuant à maîtriser les dépenses pour honorer le remboursement d'une dette représentant 180 % du PIB ;

Alors, la tutelle est-elle vraiment levée ? Pas tout à fait. Les créanciers restent vigilants et le gouvernement continuera à rendre des comptes. Cela transparait à travers les propos du directeur général du MES : « *La Grèce devra prouver à ses partenaires et aux marchés qu'elle s'est engagée à ne pas inverser les réformes passées et à poursuivre les politiques économiques et budgétaires durables à long terme pour devenir une économie robuste qui crée de la croissance et de l'emploi* ».

Alors certes, la tutelle est levée, mais la Grèce reste sous haute surveillance !

Italie : tension entre le gouvernement et l'Union européenne. La coalition gouvernementale au pouvoir entre l'extrême droite de la Ligue et le Mouvement populiste, plus inclassable, mais à tendance populiste, le Mouvement 5 étoiles reste très populaire 2 mois après les élections. La ligue, conduite par le ministre de l'intérieur, Matteo SALVINI, est même créditée de 30% des intentions de vote, alors qu'elle avait recueilli 17% aux élections de juin. Quant au Mouvement 5 étoiles, conduit par Luigi Di MAIO, il se tasse à 30% contre 32% obtenus en juin. Tous deux vice-présidents du conseil, ils sont désormais au coude à coude. Si leur intérêt aujourd'hui est de maintenir leur alliance, leur divergence d'approche politique, notamment vis-à-vis de l'Union européenne, les conduira à se démarquer progressivement afin de gagner le combat de l'opinion et donc celui du pouvoir.

Pour l'instant il bénéficie d'un large soutien des Italiens, chacun étant crédité de 50% d'opinions favorables. Les oppositions les plus marquées pour l'instant avec l'Union européenne porte sur la politique migratoire. La décision de fermer les ports aux bateaux des ONG sauvant des migrants de la noyade est pourtant largement approuvée par les Italiens. L'Union et les pays membres, notamment la France, ont leur part de responsabilité dans ce domaine car ils ont laissé l'Italie bien seule face à ce phénomène durant des années.

Là où le bât blesse, c'est sur les mesures économiques qui devraient être prises à la rentrée. Elles font partie du contrat de gouvernement. Ce sont elles qui constitueront le bras de fer le plus fort avec l'Union européenne à un moment où se négocie le cadre financier pluriannuel de l'Union. Trois engagements ont été pris :

- 1) Remise à plat de la réforme des retraites votée en 2011 ;
- 2) Instauration d'une « flat tax » en lieu et place de l'impôt sur le revenu ;
- 3) Ebauche de revenu universel de 780 € par mois.

Si ces mesures sont mises en œuvre, elles coûteraient quelques 100 milliards d'euros. Considérant l'état de l'économie, cela créerait un déséquilibre des finances italiennes qui augmenterait encore une dette déjà parmi les plus importants de l'Union (130% du PIB) et remettrait en cause la réduction de son déficit que pourtant le ministre de l'économie juge devoir baisser de 0,9% en 2019.

Il est bien évident que cela va conduire à un affrontement sérieux avec l'Union, mais aussi avec la Banque centrale qui détient une part importante de la dette, ce qui a permis à certaines banques de ne pas déposer le bilan et à l'Italie de ne pas se trouver en cessation de paiement. Au-delà des tensions avec l'Union, l'Italie risque de se trouver fragilisée par les marchés financiers internationaux auprès de qui elle emprunte. La méfiance lui coûte déjà une augmentation de ses taux d'intérêt, puisque l'écart avec ceux de l'Allemagne – qui servent d'étalon pour tous les pays en Europe- est remonté de plus de 250 points. Ainsi, la conséquence sera des crédits plus chers, des emprunts plus difficiles à trouver et un soutien de l'Union et de ses instruments financiers plus rares.

Là commence à pointer les divergences entre les deux leaders. Matteo SALVINI dit : « ...la règle des 3% n'est pas la bible. » ; il dit aussi, ce qui ne manque pas d'augmenter la méfiance des marchés : « En ce moment notre monnaie est l'euro et je raisonne avec la monnaie que nous avons, mais dans la vie rien n'est irréversible ». Le Mouvements 5 étoiles envoie lui, des signaux plus conciliants en direction des partenaires de l'Italie et son chef de file, Luigi Di MAIO paraît plus attaché à ne pas se brouiller avec l'Union.

L'automne sera donc chaud en Italie, mais aussi dans l'Union. Nous suivrons avec attention l'évolution de la situation politique en Italie et de ses rapports avec l'Union.

Slovaquie : violation de l'espace Schengen. L'espace Schengen a été établi pour faciliter la vie des gens et répondre à l'une des libertés fondamentales de l'Union, celle de la libre circulation. Encore que cela ait des

limites. Ces limites existent ; elles reposent sur un contrôle en tout point du territoire européen : contrôle de police –c'est la sécurité des personnes-, contrôle de douane –c'est l'assurance que le transport est celui de produits licites-. Mais, ouverture des frontières ne signifie pas disparition ! D'ailleurs, le traité prévoit que chacun est libre de rétablir des contrôles, donc de limiter la libre circulation pour un temps en cas de problème particulier. C'est ce que font nombre de pays depuis 2015, pour pallier le manque de cohésion au sujet de la politique migratoire.

L'intégrité des territoires nationaux doit être respectée. Passer outre est une violation. C'est, semble-t-il ce qui s'est passé le 31 juillet. Un dissident vietnamien avait trouvé refuge en Allemagne. Kidnappé par les services secrets du Vietnam qui avaient traversé la frontière vers la République tchèque, cet ex-cadre du parti communiste est réapparu dans son pays où il fut condamné à la prison à vie pour corruption.

Les enquêtes conduites notamment en Allemagne et en Slovaquie ont conclu que c'est le ministre de l'intérieur slovaque, depuis démissionnaire sous la pression de la rue car accusé de corruption après l'assassinat du journaliste Jan KUCIAK, qui a permis cette exfiltration. A la demande de son homologue vietnamien, il a mis à la disposition des trois hommes un avion de la flotte ministérielle après les avoir fait transporter à bord d'une voiture de police.

Berlin avait pourtant informé tous les pays de l'espace Schengen de cet enlèvement, ce que ne pouvait ignorer le ministre slovaque. Le Président slovaque, Andrej KISKA, qui se bat pour plus de probité dans son pays, a demandé l'ouverture d'une enquête ; il vient de demander la démission de la nouvelle ministre de l'intérieur qu'il soupçonne de faire obstruction au travail des enquêteurs pour protéger son prédécesseur.

Ces faits ne sont pas à l'honneur de la Slovaquie, même s'il faut se garder de jeter l'opprobre sur tout un peuple pour les fautes d'un seul homme. Une nouvelle raison de mécontentement et de colère du peuple, mais sera-t-il en position de rendre à ce pays son rang au sein des démocraties ?

Les dossiers du mois

BREXIT : de la faiblesse de Theresa MAY au commerce britannique en difficulté en passant par la phase cruciale des négociations.

La faiblesse de Theresa MAY. Pas moins de 11 démissions au sein de son gouvernement dont deux poids lourds : David DAVIS, ministre en charge du BREXIT et Boris JOHNSON, ministre des Affaires étrangères. Cela est intervenu les 8 et 9 juillet, après le livre blanc adopté lors d'un sommet gouvernemental à CHEQUERS, résidence d'été des Premiers ministres. Ce compromis intervenu le 6 juillet propose la création d'une zone de libre-échange entre le Royaume-Uni et le continent pour le commerce des biens et les produits agricoles ; il demande aussi un accord douanier afin d'éviter une frontière dure entre les deux Irlande. Pour les Brexiteurs ce compromis est inacceptable car cela reviendrait à reconnaître la nécessaire harmonisation réglementaire de l'Union européenne. Pour Boris JOHNSON c'est : « ... rester dans le taxi de l'UE ; mais cette fois, enfermé dans le coffre sans avoir notre mot à dire sur la destination. »

Au Parlement de WESTMINSTER, les députés conservateurs les plus opposés à un accord raisonnable ont lancé une fronde à l'encontre de Theresa MAY. Avec une majorité faible de seulement 13 sièges, celle-ci ne peut se permettre d'être mise en minorité au risque de faire éclater son gouvernement. Et si celui-ci devait tomber, la Première ministre ne pourrait pas être remplacée avant trois mois. Autant dire que la négociation s'enliserait car, chargée alors d'expédier les affaires courantes, Mme MAY n'aurait plus aucune autorité sur la négociation.

L'accord dit de « CHEQUERS » a été fraîchement reçu par Michel BARNIER, le négociateur européen. Nombre de ministres britanniques ont été dépêchés dans les capitales européennes afin de faire valoir ces propositions. Theresa MAY elle-même a interrompu ses vacances pour rencontrer le Président de la Commission et le Président français qui l'a reçu à BREGANCON. Rien cependant ne semble pour l'instant entacher l'union des Européens sur ce dossier, ce qu'illustre le propos de Michel BARNIER : « *Ceux qui chercheraient une feuille de cigarette entre le mandat des vingt-sept chefs d'Etat et ce que je fais, perdent leur temps.* »

Un nouveau ministre en charge du BREXIT a été nommé, mais les rênes de la négociation restent entre les mains de Theresa MAY et de son cabinet. Le délai pour aboutir à un accord vient d'être prolongé d'un mois ; c'est donc au 30 novembre qu'un accord devra être signé. On peut cependant imaginer que rien ne sera rompu jusqu'au dernier moment –le 29 mars 2019- tant il y a d'enjeux derrière le BREXIT. Un accord avant la fin de l'année serait néanmoins le plus raisonnable considérant qu'il faudra ensuite que les Parlements se prononcent, notamment celui de WESTMINSTER. « *L'échec des négociations sur le BREXIT n'est dans l'intérêt de personne* » selon le numéro deux du gouvernement britannique, David LIDINGTON. Pour les Britanniques, mais aussi les Européens, les conséquences d'un « non-accord » seraient catastrophiques par le rétablissement des contrôles douaniers aux frontières qui paralyseraient le commerce et menaceraient les emplois par centaines de milliers. Les échanges entre le Royaume-Uni et l'UE représentent, pour l'année 2017, 692 milliards d'euros ; on mesure à ce chiffre les dégâts d'une absence de compromis. A cela s'ajoute le sort de 3,5 millions de ressortissants communautaires qui vivent en Grande-Bretagne.

Au-delà des aspects économiques et sociaux, d'autres enjeux imposent un accord car avec la France, le Royaume-Uni est un acteur clef de la sécurité et de la défense de l'Union, notamment dans sa lutte contre le terrorisme.

La phase cruciale des négociations est engagée. Le remplaçant de David DAVIS, Dominic RAAB et Michel BARNIER se sont remis au travail. La méthode change en ce sens que les deux hommes ont décidé de se voir plus régulièrement et leur équipes de travailler en continu. Depuis la démission de DAVIS, c'est la troisième fois depuis juillet que les deux hommes se rencontraient, ce qui était impensable auparavant. Dominic RAAB est un négociateur pragmatique qui veut trouver un accord. Il dit de Michel BARNIER : « *Je me réjouis de trouver un négociateur européen déterminé à trouver un accord.* » Ce dernier souligne que des points de convergence existent sur la sécurité et la défense, mais qu'il reste deux pierres d'achoppement : la question irlandaise et la relation économique.

L'urgence d'aboutir à un accord est une réalité. Un Conseil européen –réunion des chefs d'Etats et de gouvernement- est convoqué pour le 18 octobre afin d'examiner les ultimes propositions de Mme MAY. Le sénateur Jean BIZET, président de la commission des Affaires européennes au Sénat, rappelle qu'il a fallu des décennies pour construire patiemment le marché unique et qu'il n'est pas question de le fragiliser. A l'adresse de Boris JOHNSON, qui agit et guette la chute de Mme MAY pour la remplacer, il dit : « *en cas de no deal, le coût du BREXIT pour votre pays sera de l'ordre de 35 à 40 milliards d'euros par an et il en coûtera aussi beaucoup aux autres pays de l'UE.* » Il ajoute : « *Au moment où le commerce mondial se contracte, où la croissance ralentit, une telle aventure solitaire de la Grande-Bretagne s'apparente à un naufrage. Un naufrage collectif.* »

Compte-tenu des délais de ratification du traité qui découlera de l'accord, il est indispensable que, sur l'essentiel, celui-ci aboutisse avant la fin de l'année, sachant qu'avec une période transitoire de deux à trois ans, des ajustements seront encore possibles.

A ce stade, je pense que la mise en œuvre de l'accord devra être poursuivie après le 29 mars par la nouvelle Commission et son président. Qui mieux que Michel BARNIER en maîtriserait les tenants et les aboutissants ? Les Chefs d'Etat qui auront à désigner le successeur de Jean-Claude JUNCKER et le Parlement européen qui aura à l'investir devraient comprendre que Michel BARNIER est aujourd'hui le candidat idéal !

Le commerce britannique en difficulté. Le BREXIT pèse sur l'économie britannique de par l'incertitude d'un accord. Ainsi, la croissance n'est plus au rendez-vous, l'inflation réduit les marges financières des ménages ce qui entraîne une faible consommation, la Livre Sterling connaît une érosion de plus de 15% et les investissements ne sont pas au rendez-vous.

Le commerce souffre particulièrement de cette situation. De nombreuses enseignes, prestigieuses tels que Marks et Spencer, Aar Factory ou Toys'R'Us ont réduit la voilure ou fermé. Plus de 2 500 magasins ont disparu par rapport à il y a trois ans. 250 points de vente Poundworld ont été fermés entraînant la suppression de 4 000 emplois. Les produits électroniques Maplin et les magasins de jouets Toys'R'Us ont licencié plus de 10 000 salariés.

Bien sûr, il n'y a pas que le BREXIT. Le commerce en ligne est également une cause importante des difficultés du commerce britannique. La vente au détail sur le Net représente 18% contre 10 en Allemagne et 8 en France. Cela représente un chiffre d'affaires de 400 milliards d'euros. Une autre cause de ces difficultés tient à l'imposition des magasins qui disposent d'un pied à terre en dur. Ceux-ci sont taxés à 2,3% de leur chiffre d'affaires alors que les entrepôts de banlieue d'e-commerce le sont à 0,6% seulement. Et l'on ne parle pas de l'optimisation fiscale des géants comme Amazon !

Dans ce domaine, comme dans tous les autres, une meilleure visibilité quant au devenir économique de la Grande-Bretagne est indispensable. Il en va de la sauvegarde du commerce comme des emplois qui y sont liés.

Alors, le BREXIT, suicide collectif ou sursaut comme l'écrit le sénateur BIZET ? Je reprendrais ses propos : *« Le monde bouge, le monde change, l'Union européenne ne saurait rester immobile ni refuser toute évolution »*. Il dit aussi : *« L'histoire sera cruelle pour les responsables britanniques d'aujourd'hui si les Brexiters persistent dans leurs contre-vérités et leur isolement. Le monde a effectivement changé, même le Commonwealth n'est plus ce qu'il était. »*

Oui, le BREXIT peut-être une chance pour l'Union. Mais il est clair pour moi que cette Union ne peut plus être à 27. Il faut la repenser en ayant le courage de dire à nos concitoyens qu'elle doit comprendre une avant-garde, un noyau dur, et que l'avenir est vers davantage d'intégration et non de repli sur soi !

MIGRATIONS : le dossier qui empoisonne l'Union européenne

L'errance de l'Aquarius avant son arrivée au port d'Algésiras en Espagne a relancé, en intensité, le débat migratoire qui ne cesse d'opposer les pays membres de l'Union, d'inquiéter les populations à qui l'on ne dit pas toute la vérité et de nourrir le foyer des extrémistes.

35 504 migrants sont arrivés sur les côtes européennes entre le 1^{er} janvier et le 10 juin 2018. 792 sont morts en tentant la traversée de la méditerranée ! Si l'Italie ferme ses ports depuis l'arrivée du nouveau gouvernement dominé par l'extrémiste Matteo SALVINI, elle a reçu quelque 14 300 migrants au 1^{er} semestre. L'Espagne en a reçu 9 315, la Grèce 11 812 et Chypre 47.

L'été a vu ces chiffres augmenter avec un déplacement significatif des débarquements dans les ports et sur les plages espagnols. C'est en Andalousie que le flux est le plus important : plus de 500 personnes par weekend. L'Aquarius n'est donc pas un cas isolé. La différence est que la médiatisation de ce navire appartenant à une ONG a mis en lumière une réalité que beaucoup ne connaissaient pas ou ne voulaient pas connaître. Plus de 1 100 migrants ont été sauvés par des navires des garde-côtes espagnols entre le 15 et le 17 juin. Qui en a parlé ? La politique du nouveau gouvernement espagnol est saluée par la Commission européenne et quelques pays dont la France. Mais cela ne constitue pas une politique migratoire. Ce qui est dénoncé en interne, notamment par le gouvernement andalou, c'est que les 629 passagers de l'Aquarius ont reçu une autorisation de séjour alors que la plupart des autres arrivants, venant notamment du Maroc, sont reconduits dans ce pays. L'Espagne a d'ailleurs signé des conventions de retour avec nombre de pays dont le Maroc, l'Algérie et quelques pays africains.

Le refus de nouveaux migrants par l'Italie et l'accueil plus ouvert de l'Espagne ne doit pas masquer le drame de ce dossier. Un front anti-migrant se constitue autour de toutes les extrêmes-droites européennes que rejoignent par le discours, certaines droites en perte de vitesse. Mais l'on assiste aussi à un positionnement anti-migrant de certains partis d'extrême gauche tel que « Aufstehen » (Debout) que vient de lancer la vice-présidente du groupe Die Linke au Bundestag. Ce front s'étend aussi à des pays dont les ministres, voire le gouvernement, constituent de fait une coalition anti-migrants. Il est vrai que ces pays sont dirigés par les partis d'extrême droite ou des coalitions comprenant de tels partis. Ainsi, la Hongrie, l'Autriche et l'Italie deviennent les porte-drapeaux d'une Europe xénophobe, reniant en cela les valeurs fondamentales de celle-ci.

Après avoir fait bien des efforts et avancé des solutions restées lettre-morte, la Commission européenne et son Président semblent en retrait sur ce dossier, laissant désormais les Etats en première ligne. Cela n'est pas un renoncement, mais un constat réaliste que seuls les pays membres devaient, entre eux, trouver la solution puisque ce sont eux qui ont bloqué les propositions de la Commission. La France n'a pas un discours clair sur ce sujet. Elle refuse depuis de nombreuses années de prendre sa part à la répartition des migrants arrivés sur le territoire de l'Union. Elle ne manque pas pourtant de donner des leçons, notamment aux Italiens, mais qu'a-t-elle fait pour les aider au plus fort de la « crise » en 2015 ? Elle a fermé ses frontières ! Et que fait-elle maintenant ? Pas grand-chose ! Comment dans ces conditions espérer un règlement de ce dossier qui empoisonne le débat et qui, en mai 2019 sera au cœur de la campagne des législatives européennes.

Prenons garde de ne pas laisser l'Espagne seule face à l'arrivée d'un nombre de migrants de plus en plus important sur son sol. Ne commettons pas les erreurs que nous avons faites en 2015 en laissant l'Italie et la Grèce gérer une situation aussi délicate. Le manque de solidarité avec l'Allemagne, lorsque Mme MERKEL a décidé d'ouvrir les frontières de son pays, n'a pas non plus été à l'honneur de la France qui se targue pourtant d'être son meilleur allié ! Prenons garde que l'Espagne qui est aujourd'hui épargnée par le phénomène de l'extrême droite ne se radicalise à son tour. Cette tentation est déjà perceptible au sein du parti conservateur, le parti populaire de l'ancien Premier ministre.

Selon le centre européen de la stratégie politique (CESP) l'immigration est devenue, depuis 2014, la principale préoccupation des Européens. Cette question a influé sur toutes les élections : en Finlande, en France, en Autriche, en Allemagne, en République tchèque, en Italie, au Pays-Bas, au Danemark et maintenant en Suède ; cela a aussi influé sur la décision relative au BREXIT. Cela fait beaucoup de pays et, du coup, inquiète quant aux résultats des prochaines élections européennes.

Et pourtant, toujours selon le CESP, les flux migratoires sont stables au niveau mondial depuis 1991 à raison d'une moyenne de 7 millions de personnes par an, ce qui représente moins de 1% de la population

mondiale. Certes, entre 2014 et 2016, 48% des demandes d'asiles mondiales se sont faites sur le territoire de l'Union européenne. Mais cela ne fait que 3 millions 360 personnes sur 511 millions soit 0,66% de la population européenne !

Le dossier migratoire ne constitue pas une crise et le phénomène de 2015 est largement dû à une mauvaise anticipation des Etats membres ce qui a cristallisé les peurs que les extrémistes de tout bord ont ignominieusement exploitées à des fins électorales, ce qui leur a réussi d'ailleurs.

A présent, il est temps de rétablir la vérité, de montrer les réalités du monde, d'insister sur le besoin d'aider l'Afrique à fixer ses populations et à s'organiser pour accueillir dignement des êtres humains qui ne quittent pas leur pays par plaisir, mais sous la pression de la peur et de la faim. Il ne s'agit pas pour l'union européenne d'accueillir toute la misère du monde, mais bien d'en prendre toute sa part en ne gommant pas les réalités de l'histoire ni en occultant celles de la géographie.

Qu'on le veuille ou non, l'Afrique est notre avenir ; alors soutenons là pour assurer son développement, y fortifier la démocratie et le bien être de ses peuples qui, alors, n'auront plus le besoin de chercher leur bonheur dans d'autres pays, loin de chez eux.

Le dossier de l'immigration empoisonne l'Union européenne. Le remède est détenu par les pays membres. A eux de trouver le bon moyen de l'administrer, dans le respect des personnes. Aux institutions européennes alors de tout mettre en œuvre pour que la guérison soit totale.

Les guerres commerciales entre les Etats-Unis et l'Union européenne

VOLTAIRE disait « *Mon dieu, gardez moi de mes amis, quant à mes ennemis, je m'en charge !* » L'UE et les USA sont des alliés historiques, mais Donald TRUMP veut casser l'Europe, en la divisant, en la fragilisant ! Plus que jamais, la vigilance et la résistance sont de rigueur, face à ce président nationaliste, fantasque, brutal et imprévisible !

Mais comment a-t-on pu en arriver là ?

Car l'Union européenne a pourtant des atouts, elle est une réelle puissance économique et commerciale, elle est même largement la première du monde, devant les Etats-Unis, la Chine, etc. Son PIB annuel dépasse les 13.000 milliards € !

Mais paradoxe, comme elle n'est toujours pas intégrée, politique, unie, elle reste très vulnérable face aux turbulences du monde, aux aléas géopolitiques et aux manipulations tactiques et cyniques de dirigeants nationalistes puissants comme TRUMP, XI JINPING ou, accessoirement, POUTINE. Et l'Economie mondiale, c'est évidemment aussi de la politique, tant les enjeux sont géostratégiques dans un monde ultra-concurrentiel. Contrainte supplémentaire pour nous autres Européens, 80% des transactions commerciales se font en dollar. L'euro est une monnaie mondiale, la deuxième du monde (en moins de vingt ans !), mais elle reste loin derrière «le roi dollar » qui conserve sa force politique par son pouvoir manipulateur planétaire. Et là c'est notre faute, ou plutôt celle de nos dirigeants européens successifs depuis 1999, qui n'ont pas eu le courage de donner un véritable Etat (fédéral) à l'euro, avec un Trésor public commun, un budget commun, etc. L'euro est resté inachevé, alors que son intégration politique était archi prévue par ses fondateurs ! Quelle aubaine, pour les Américains, et demain les Chinois ! Avec nos succès économiques et commerciaux, une UE forte politiquement, ou au moins une zone euro intégrée (avec aussi une puissance militaire commune) nous auraient mis « ex aequo » avec nos « amis » américains. Vingt ans de perdus ! Y aura-t-il un jour un tribunal de l'Histoire, pour dirigeants incompetents ?

Autre handicap sérieux pour notre Europe malheureusement inachevée, l'absence de ressources énergétiques, comme le gaz ou le pétrole. Là encore, la suprématie américaine est sensible avec le pétrole, surtout avec leur production incroyable de pétrole de schiste, qui les rend désormais quasi-autonome ! Donc l'emballement fort des prix ne les affecte pas. Pour les autres, oui, à commencer par les Européens...Et le baril du pétrole est monté très vite à 80 \$ le baril. On commence à le sentir vraiment, à la pompe. On était à 30 \$ en janvier 2017, il y a à peine vingt mois !! Ce coût plus bas avait permis, d'ailleurs, à la croissance mondiale de repartir partout. Avec une telle hausse, on a un risque élevé d'inflation ; et en corollaire une baisse du pouvoir d'achat. Cela va affecter aussi la croissance, et donc l'emploi. Vraiment dommage, au moment où toute l'UE était en croissance, avec en prime une création significative d'emplois. Entre 2017 et 2018, on est passé de 2,6% de croissance en UE à 2,1 % ! Et 2019 ne fera pas mieux. Avec en prime une hausse des taux d'intérêt et un dollar fort, ce qui augmentera le coût de nos importations. Quant à la France, elle reste toujours un peu à la traîne côté croissance, avec 2,3% en 2017 et 1,7% pour 2018 et 2019.

La forte augmentation du prix de l'énergie va aspirer 4.000 milliards de \$ dans le monde ! Et ces 4.000 milliards (soit l'équivalent de deux ans de PIB en France !) vont forcément manquer aux investissements, et donc nuire à la croissance mondiale. La Chine réagit déjà et veut réorienter ses échanges de pétrole en pétro-yuan. Tandis que l'UE ne fait rien pour imposer son euro dans les échanges commerciaux !! Ainsi, des décisions géostratégiques gênent plus les Européens que d'autres, et le pétrole particulièrement est une épée de Damoclès depuis...1974.

Sur d'autres plans, l'UE reste aussi très vulnérable. Voir les nouvelles technologies, le secteur le plus stratégique de demain. L'UE n'y est pas : les GAFA (ou GAFAM, en incluant Microsoft) sont tous américains. Aucun européen. Donc en cas de bras de fer dur, l'Europe perdra : on n'aura plus d'ordinateur, de téléphone portable.

Pour toutes ces raisons, l'Europe (et le monde) reste vassalisée par le bon vouloir des Etats-Unis, absolu gendarme du monde pour le pire et le meilleur...Vous aviez aimé Reagan ? Vous adorerez TRUMP !!

1) Les taxations arbitraires sur les exportations de l'Europe vers les Etats-Unis

Avec TRUMP, on peut craindre le pire, car il tape plus fort, et l'Europe est un sérieux rival économique et commercial largement gagnant face aux USA. Donc il faut la « casser » politiquement, la diviser, et la sanctionner économiquement. La première cible est bien sûr la première de la classe, c'est-à-dire l'Allemagne, 1ère puissance commerciale en UE. La France est le 3^e client des USA. Mais surtout l'Allemagne en est le 1er client. C'est donc l'Allemagne qui est dans le collimateur des USA. Malgré les roucoules de MACRON lors de sa visite officielle aux USA, l'actuel locataire de la Maison Blanche, obsédé par son «America First» s'emploiera à nuire au maximum aux intérêts européens. Autre agression commerciale, une énorme taxation sur l'acier (25%) et l'aluminium (10%). Mais là l'UE peut rétorquer et taxer de nombreux produits US. L'Europe a en effet résisté, en taxant lourdement, à partir du 1er juin 2018, le bourbon, les jeans Lewis, les motos Harley Davidson, les oranges de Floride, le beurre de cacahuète, le riz, le maïs et le tabac. C'est la première fois que l'UE réplique ainsi à la première puissance mondiale. Et cela marche ! Car les produits visés ont été très bien choisis : ils sont produits dans des Etats qui ont voté massivement TRUMP. Depuis juin, le seul secteur agricole américain a déjà perdu 13 milliards de dollars, à tel point que le gouvernement de TRUMP doit mettre en place un plan d'aide d'urgence aux agriculteurs de 12 milliards \$!

En 2017, le déficit commercial des USA avec l'UE s'élevait à 151 milliards de \$. C'est énorme, même si c'est encore pire avec la Chine (déficit de 320 milliards \$!). Mais ce succès commercial de l'Union européenne la rend très dépendante du marché américain (l'Allemagne a comme 1er client les USA). Et les pays à l'Est (Pologne...) sont tournés vers les USA pour leur défense et leur sécurité face aux Russes.

Que peut faire l'UE face au roi TRUMP, face au roi dollar ? Nous sommes vraiment à la croisée des chemins : c'est l'occasion pour l'UE de prouver son poids commercial et d'imposer sa 1ère place de puissance commerciale du monde !

L'UE s'est présentée pleinement unie, lors du Conseil de Sofia du 16 mai dernier. Elle a montré à TRUMP qu'il ne peut cibler un pays (l'Allemagne en l'occurrence) pour nous diviser, qu'il trouvera en face toute l'Europe, unie, qui pour l'instant ne veut pas céder au chantage de TRUMP. Si on se divisait devant lui, on perdrait. Car TRUMP veut précisément nous diviser pour mieux nous affaiblir. Il a proposé en avril à notre Président de la République un accord commercial bilatéral. Evidemment refusé. Il vient de proposer la même chose à Theresa May, qui l'a refusé sèchement, ce qui est tout à son honneur, car quittant l'UE, elle pourrait être tentée de rejoindre le « grand large » et s'allier avec les Etats-Unis ! Une telle proposition de TRUMP montre d'ailleurs qu'il ignore le fonctionnement de l'UE, collégial et solidaire, ou alors qu'il méprise nos institutions et pense signer un accord avec un Etat isolé, faisant fi de nos traités !!

Plus que jamais, l'union fait la force ! Nous ne devons plus subir. En plus, si nos dirigeants sont courageux, c'est le seul domaine où l'UE, de par son leadership économique, peut faire du mal à TRUMP, sur les terres mêmes de son électorat, en détruisant des emplois sur le sol américain si on met nous aussi des barrières douanières énormes sur leurs secteurs d'exportation déjà fragiles. La guerre, toujours stupide et immorale, fait des dégâts des deux côtés... TRUMP fait semblant de ne pas le comprendre, malgré de nombreuses et fondées objections de ses conseillers...Et pourtant il a devant lui des élections difficiles de mi-mandat, pas gagnées d'avance, sans compter ses (futurs ?) problèmes judiciaires (et en Amérique, on ne badine pas avec ça). Mais l'attaque commerciale contre l'Europe ou l'embargo contre l'Iran sont aussi pour lui une manœuvre politique de diversion habile. Je doute néanmoins que tous ces "coups" le sauvent à terme de la Justice implacable de son pays...

Pour tout autre sujet majeur, l'Europe est hélas un nain face à ce nationaliste arrogant et dangereux, donc méprisable. Cessons d'être naïf. C'est bien un rapport de force durable qui s'engage. L'UE aura-t-elle les moyens de lutter, alors qu'elle est ultra soumise, dominée depuis 1945 par le vainqueur de la seconde guerre mondiale ? Même si, depuis, elle a construit (lentement) une Union européenne forte et efficace sur le plan économique. Mais absolument pas sur le plan politique et militaire !!

Le risque est que l'Allemagne, parce qu'elle est le 1er exportateur et qu'elle risque de perdre gros (sur les 151 milliards de \$ d'excédents de l'UE vis-à-vis des USA, la moitié sont dus à l'Allemagne), négocie « seule » avec les USA pour obtenir le plus de dérogations. Par exemple, l'Allemagne vend aux USA pour 1 milliard \$ de voitures ! La tentation pourrait être forte de faire cavalier seul et de temporiser avec TRUMP pour lui soutirer quelques concessions. L'Europe doit rester unie et ferme, c'est une question de survie autant que de morale solidaire. D'autant qu'avec TRUMP, mieux vaut résister fortement, il a déjà reculé dans ce cas. Sa tactique est de mettre la barre très haute, puis de reculer si on résiste.

Dans un discours prononcé le 16 mai 2018, Donald TRUMP disait « *en plus de la Chine et de quelques autres, l'UE a fait beaucoup de mal à notre économie et à nos emplois* » ! Et il a conclu : « *nous allons imposer le plus haut niveau de sanctions aux entreprises. Les USA ne seront pas les otages du nucléaire iranien* ». Nous voilà prévenus ! Les USA attaquent l'UE, comme la Chine, car ce sont de puissants rivaux commerciaux.

A noter la réponse subtile de Donald TUSK, le président du Conseil européen, au comportement injurieux de l'actuelle administration américaine : « *honnêtement, on devrait être reconnaissant envers le Président TRUMP, car grâce à lui, toutes nos illusions ont disparu* ». Et de rajouter : « *avec des amis pareils, l'UE n'a pas besoin d'avoir des ennemis* ».

Tout espoir n'est peut-être pas perdu si l'on ne cède rien.

A cet égard la visite le 25 juillet dernier de Jean-Claude JUNCKER (Président de la Commission européenne) et de Donald (!) TUSK, le Président du Conseil européen, n'a pas été inutile, puisqu'un accord entre les USA et l'UE a été trouvé, limitant plus ou moins les dégâts. Mais ce n'est pas un « traité », et avec ce triste personnage (TRUMP) on peut toujours s'attendre à tout revirement... Mais cet accord a aussi, selon la formule consacrée, « le mérite d'exister ». Le but étant quand même d'éviter une guerre commerciale dévastatrice...

Cet accord permet tout d'abord de proposer une désescalade de la guerre commerciale entre UE et USA. Chacun des deux partenaires a pu riposter, il est temps maintenant de calmer le jeu, de sortir de la spirale des représailles et de chercher à revenir à l'état antérieur. Il ne faut pas oublier que UE et USA représentent plus de 50% du PIB mondial, plus de 830 millions de citoyens et donc autant de consommateurs. Et ont noué la plus grande relation commerciale mondiale, pesant un trilliard de dollars, c'est-à-dire mille milliards de milliards de dollars. Un chiffre impressionnant qui exige de la modération dans les actes, car derrière ce chiffre gigantesque se cachent des entreprises et des emplois par millions.

Cette rencontre entre Jean-Claude JUNCKER et Donald TRUMP a donné lieu à une déclaration conjointe, importante, avec 4 points :

- 1) Il a été convenu de travailler ensemble à la suppression totale des droits de douane, des barrières non tarifaires et des subventions pour les biens industriels non automobiles.

Dans le même ordre d'idées, il y a convergence pour réduire les obstacles afin de faciliter le commerce de service, de produits chimiques, de produits pharmaceutiques, de produits médicaux et de soja. Concrètement, l'accord bilatéral sur les produits industriels prévoit l'élimination réciproque des droits de douane. L'automobile est exclue des négociations (mais ça ne remet pas en cause l'absence d'instauration de nouveaux droits de douane), ainsi que l'agriculture. Et naturellement il ne s'agit absolument pas là d'un pseudo TTIP/TAFTA, ni même d'un "mini TTIP" que nos présidents essaieraient de remettre sur le tapis. Feu le TTIP allait bien au-delà des droits de douane, et suscitait des questions sur les domaines agricoles et sanitaires notamment. N'oublions pas que c'est Trump qui avait lui-même stoppé toutes les négociations, certes déjà enlisées au niveau européen...Donc on n'en veut plus, des deux côtés de l'Atlantique.

- 2) Il a été aussi convenu de renforcer la coopération stratégique en ce qui concerne l'énergie. L'UE souhaite importer plus de gaz naturel liquéfié en provenance des Etats-Unis (même si c'est une production de gaz de schiste) ; et ce, afin de diversifier son approvisionnement énergétique, l'UE étant trop dépendante du gaz russe.
- 3) Il a été convenu également de lancer un dialogue étroit sur les normes. L'objectif est de faciliter les échanges, de réduire les obstacles bureaucratiques et de réduire les coûts, par une plus grande harmonisation. Il s'agit de peser sur l'élaboration des standards du futur, et de ne pas laisser la Chine œuvrer seule dans ce domaine.
- 4) Enfin il a été convenu de s'unir pour mieux protéger les entreprises américaines et européennes contre les pratiques déloyales mondiales. Ces pratiques déloyales sont le vol de propriété intellectuelle, les transferts de technologie forcés, les subventions industrielles, les distorsions créées par les entreprises publiques, et la surcapacité. Et là, c'est principalement la Chine qui est visée.

Pour mener à bien ce programme en 4 points, les deux présidents ont décidé de mettre en place un groupe de travail exécutif de leurs plus proches conseillers. Ce groupe de travail devra explorer les diverses

dimensions de cet accord. Après, conformément au fonctionnement institutionnel de l'Union européenne, la Commission demandera au Conseil (les chefs d'Etat et de gouvernement) l'autorisation d'ouvrir des négociations selon les directions voulues par le Conseil.

Cet accord est globalement positif. Il faut rester prudent, surtout dans un contexte tendu. On sait combien les négociations, surtout dans le domaine commercial, peuvent être longues, et tortueuses, avec deux obstacles majeurs : la réaction de la Chine, et l'unité, toujours fragile, des Etats membres lorsque leurs intérêts nationaux divergent. En outre, le partenaire américain n'est jamais totalement sûr ou fiable, maniant souvent le revirement spectaculaire... Comme tout accord, ou tout compromis, ce texte n'est pas parfait. Il reste légitime, car les Chefs d'Etat connaissaient parfaitement les sujets négociés, sélectionnés par eux au Conseil européen de Sofia des 17 et 18 mai derniers. On verra si cet accord est fiable, avec un type comme TRUMP... L'essentiel est que l'UE résiste, encore et toujours à ce président qui fait honte à l'Amérique, et au monde. Elle a eu raison de proposer des contre-propositions raisonnables, plutôt que « subir ». L'Europe unie est une force, surtout dans le commerce.

D'ailleurs l'UE n'est pas la seule à se rebiffer. L'UE a démontré cet été lors du sommet UE-Chine du 16 juillet dernier, dans des discussions très avancées avec le numéro 1 chinois XI JINPING, qu'elle souhaitait fortement développer les échanges commerciaux avec la Chine, et le dirigeant chinois a très ostensiblement encouragé cet engagement en se réjouissant de travailler davantage avec l'Europe et de consacrer le multilatéralisme. En particulier, il s'agit maintenant d'obtenir de la Chine que sa participation au sein de l'OMC fasse l'objet d'engagements acceptables. L'OMC est le grand chantier à venir. A l'initiative de l'UE, une réunion s'est tenue à Genève avec le Japon, la Corée du Sud, le Canada et le Mexique pour parler de la modernisation de l'OMC. Et lors de ce sommet sino-européen, l'UE et la Chine ont pu aborder ce sujet et se sont mises d'accord pour mettre en place cette modernisation.

Avec le président TRUMP, on n'est jamais sûr d'un apaisement. Ainsi, le 30 août dernier, la commissaire européenne au commerce, Cecilia MALMSTRÖM, annonçait que l'Union européenne était prête à abandonner les tarifs douaniers sur tous les produits industriels américains, à condition que les Etats-Unis agissent de même. Madame MALMSTRÖM représente l'UE au sein du groupe de travail mis en place au lendemain de « l'accord JUNCKER-TRUMP ». En réponse à cette proposition, TRUMP a déclaré que la proposition européenne n'était pas suffisante, et que « *l'Union européenne était presque aussi terrible que la Chine, mais en plus petit* ». Et il a rajouté qu'il quitterait l'OMC si on n'y mettait pas de l'ordre.

On peut donc s'attendre à de nouveaux rebondissements dans cette guerre commerciale, où il n'y aura que des perdants-perdants si elle perdure!

2. Une arme de destruction stratégique : l'extra-territorialité à l'Américaine

L'Amérique est le leader absolu du Monde depuis 1945. Elle a certes eu du mal avec un autre géant, l'ex-URSS, il y a eu des crises majeures durant la guerre froide (blocus aérien sur Berlin ; fusées de Cuba ; guerre des étoiles, mais au final Reagan a asphyxié les Russes par sa surenchère militaire, jusqu'à l'effondrement de l'empire soviétique ruiné).

Pour rester le leader et le gendarme du monde, les Etats-Unis ont aussitôt commencé à « surveiller » de près la montée en puissance de l'Europe, et tout particulièrement l'Union européenne, au vu de ses succès économiques, sociaux et monétaires, surtout avec la réussite de l'euro qui s'est immédiatement affirmée comme une monnaie mondiale (certes la seconde...). L'Europe, l'alliée de toujours, devenait une rivale par son poids démographique, économique, monétaire et territorial.

Et dès 1994, les Américains ont créé et appliqué une arme redoutable, illégitime et immorale : le principe d'extra-territorialité. Principe très clair : tout pays dans le monde qui commercerait avec un Etat qui est sur la liste noire des USA (pour diverses raisons d'ailleurs), se verra immédiatement interdit de faire du commerce avec les Etats-Unis et/ou aura un procès le condamnant à une amende colossale. A fortiori si ses échanges commerciaux avec le pays « ennemi » sont en dollar. Or, on sait que plus de 60% des transactions mondiales sont en dollar. Donc TRUMP va se servir de cette arme ultra nationaliste, mais il n'en est pas le précurseur. Cette règle surréaliste a été inventée sous le mandant du « gentil » CLINTON, et reprise sous celui du « très gentil » OBAMA ! Et bien sûr, pour contrer l'Europe, puis la Chine (mais là le poisson sera plus gros...). Le gendarme absolu du monde entend bien le rester. Et notre belle Europe, gouvernée par des dirigeants frileux, est restée inerte... Depuis 25 ans !

Depuis le 11 septembre 2001, l'Amérique a compris que le monde changeait, et que des extrémistes s'en prenaient à nos modes de vie, à nos démocraties et à nos valeurs fondamentales. Sous l'ère de G.W BUSH junior, le bouc émissaire fut l'Irak, et l'Irak fut détruit. Avec TRUMP, le maître du monde actuel, au nom de sa ligne « America first », la première victime (ou bouc émissaire) sera l'Iran. On ne change pas de zone stratégique...Mais là, pas d'invasion militaire sur un prétexte fallacieux (les prétendues armes de destruction massives de Sadam HUSSEIN). TRUMP prend moins de risque : il rejette l'accord nucléaire avec l'Iran et il cherche surtout à l'asphyxier économiquement pour que le peuple iranien se soulève et chasse les mollahs. Schéma moins coûteux en vie humaine (il prépare sa réélection) mais aléatoire quand même. Tout blocus, toute sanction économique peut renforcer le pouvoir iranien en place. Le nationalisme est à la mode, en ce moment...

D'où ces très lourdes sanctions édictées par TRUMP pour toute entreprise commerçant en dollar avec l'Iran. Je sais bien que l'Iran est une dictature qui veut dicter sa loi dans la région, mais un accord potable (c'est à dire imparfait, car provisoire) sur le contrôle du développement du nucléaire civil en Iran avait quand même été élaboré et signé avec les Américains (OBAMA) et les Européens, et là patatrac, TRUMP, qui faisant de l'Iran « l'ennemi public N° 1 » récuse cet accord laborieux, menace et injurie les Iraniens, et refuse de commercer avec eux. Et l'interdit à quiconque dans le monde, comme avec tout autre pays mis sur une liste noire (Cuba, Venezuela, Corée du nord, etc..). Cette fatwa américaine unilatérale concerne donc le monde entier, alliés européens compris. Et TRUMP, ultra nationaliste, pourrait en abuser...Bien sûr ces sanctions sont judiciaires, donc rendues par des tribunaux, en pleine indépendance du Président des USA. C'est d'ailleurs ce que Barak OBAMA avait (sèchement) rétorqué à François HOLLANDE qui lui avait parlé de la très lourde sanction (10 milliards \$) contre la banque BNP-Paribas qui avait travaillé (en dollar) avec des Etats rejetés par les Etats-Unis.

Les USA ont d'ailleurs toujours dressé une liste noire, via le Trésor américain (outre l'Iran on y trouve des pays comme Cuba, l'Angola, des organisations terroristes aussi comme le Hamas, les Frères musulmans...) et ont toujours fixé leurs propres sanctions. Ils sont "à côté" de l'ONU ! Et font usage de leur droit de veto, souvent... Ils rejettent la Cour pénale internationale. Sait-on jamais... Du coup, toute entreprise du monde, ou des ONG / Fondations doit aller voir le Trésor américain, et sa filiale l'OFAC, et demander l'autorisation (!) de commercialiser avec ces pays "fichés". L'autorisation du Trésor est donnée si le produit ne comprend pas plus de 10% de composants américains (ce qui n'est pas le cas, même pour les Airbus, où il y a bien plus de 10% de « made in USA »). Même pour vendre des avions à l'Iran, des avions européens, on doit donc être autorisé. Redoutable, le dispositif US.

Cela montre à quel point on est dépendant des Etats-Unis !! Et pourquoi ne ferait-on pas la même chose, avec tout ce qu'on exporte dans le monde (bien plus que les Américains) ?

Dans l'affaire des pays déclarés "ennemis" de l'Amérique, l'Union européenne est un peu coincée. L'UE ne peut se permettre de perdre des marchés américains, elle sacrifiera donc d'autres marchés, au bénéfice des Chinois, indiens ou autres ! Car dès que l'on utilise le dollar avec des pays sur la sellette, on tombe automatiquement sous le coup de la justice américaine, indépendante et redoutable. C'est le fait du prince, s'érigant en justicier universel ! Déjà, BNP Paribas a été condamnée à 10 milliards de dollars. L'entreprise TOTAL, qui commerce beaucoup avec l'Iran, a déclaré, si elle ne bénéficie pas de dérogation, qu'elle cèdera son marché à une entreprise chinoise, pour ne pas payer des milliards de dollars d'amende. Idem pour d'autres (PSA, Renault, AREVA, etc.)

Les USA s'érigent donc, en droit et en fait, comme le gendarme économique du monde, avec cet embargo totalement unilatéral, arbitraire, discrétionnaire. Méprisant l'OMC. Et parfaitement immoral.

Prenons un exemple : dans le cas de la sanction contre BNP-Paribas, cette banque n'était pas dans l'illégalité, coté européen. Pour investir en Iran, elle avait l'aval de Paris et de Bruxelles. Mais les USA s'en moquent, la loi pour eux, c'est la leur. Aucune autre. Déjà, il y a quarante ans, tandis que nous avions encore nos monnaies nationales faibles, sous le joug du dollar, un secrétaire au Trésor de l'époque s'était permis de nous dire : "*le dollar, c'est notre monnaie, mais c'est votre problème*". No comment ! Aujourd'hui, l'Europe est un peu plus aboutie, grâce à l'euro, mais nos dirigeants ne sont toujours pas à la hauteur, et n'ont pas poussé plus loin l'intégration européenne. Il fallait créer aussi une équivalence juridique et judiciaire afin de contrer cette extraterritorialité unilatérale ; essayer, au moins ! La Commission européenne a bien épinglé et sanctionné lourdement Apple, Microsoft ou Google, mais le rapport de force nous est très défavorable.

L'extraterritorialité à l'américaine, aujourd'hui dénoncée par l'UE, alimente des débats d'éminents juristes. En vain. Or, c'est un moment de vérité pour l'UE, qui subit ce rapport de force déséquilibré avec nos libérateurs de 1944. Mais 1944, ce fut aussi les accords de Bretton Woods, qui donnèrent au vainqueur la totale maîtrise du système financier et monétaire mondial...

L'Europe tente de se rebiffer, et parle de réactiver un accord de 1996, jamais utilisé, et dénommé « *bouclier juridique* ». Il s'agit, ni plus ni moins, de récupérer sur les biens des entreprises américaines situées en Europe, l'équivalent des montants des amendes imposées aux entreprises européennes par la loi américaine. Il faut essayer, mais là je suis plus dubitatif sur l'efficacité...

Alors l'Europe pourra-t-elle s'unir, à 28, et demain à 27, pour faire vraiment face à ces agressions ? Pas si sûr car les intérêts divergent. L'Europe est divisée, fracturée, d'Est en Ouest. Les anciens pays de l'Est ont confiance dans l'Amérique, pour leur sécurité. La vieille Europe (à l'Ouest) commence à se fissurer sous les coups populistes et nationalistes. TRUMP ose même vanter le BREXIT, ou le prédire à d'autres ! Notre actuelle faiblesse le sert, le conforte. Je crains que ce soit comme Munich en 1938, et que la phrase de Churchill ait encore la force de l'actualité : « *Vous aviez le choix entre le déshonneur et la guerre. Vous avez eu le déshonneur ET la guerre !* »

L'UE a beau être la 1ère puissance économique du monde, ça ne suffit pas pour peser. Le dollar roi, c'est de la géopolitique avec la plupart des transactions commerciales en dollar, et plus de 60% des réserves mondiales de change ! Tout est lié. L'UE elle-même n'est pas unie concernant l'accord nucléaire sur l'Iran, car en fait, ce sont seulement 3 pays qui l'ont signé (Allemagne, France, Royaume-Uni) et pas le reste de l'UE !

Des centaines ou milliers de PME aussi, françaises ou européennes, sont piégées par l'embargo américain sur l'Iran. Et les banques de ces sociétés sont très prudentes et attendent. Aucune banque française ne va

financer un crédit à une société pour faire un investissement sur l'Iran, car elles ne veulent pas perdre leur licence avec les USA (marché sûr) au profit d'un marché iranien plus aléatoire.

Renault et Peugeot représentent 41% du marché automobile iranien. Mais Renault ne pourra plus vendre à l'Iran, car il est allié à Nissan. Et Nissan est très implanté aux USA ! Peugeot ne peut pas braver les USA, non plus, car il achète tous ses composants en dollar. Sinon il tomberait sous le coup de l'extraterritorialité américaine et se priverait de ses fournisseurs. Impensable ! Décathlon avait l'ambition d'ouvrir 100 magasins en Iran. Ils n'en ont ouvert aucun. La Deutsche Bank a payé 9 milliards d'euros d'amende. La BNP, 10 milliards. Dans la liste des marchés pointés par TRUMP, il y a l'énergie et l'automobile. Et on ne peut même pas se risquer à payer en euro en achetant des produits à l'Iran, car c'est prendre le risque de se voir en représailles fermer un marché beaucoup plus important aux Etats-Unis.

Il faudrait pourtant réagir, en commençant par vendre ou acheter nos produits en euro ! Mais ce n'est pas si simple, car les USA savent imposer le dollar à beaucoup de pays et en plus d'autres pays l'exigent car ils ont plus confiance dans la première monnaie du monde. Là nous payons la crise grecque, qui a fragilisé à un moment la zone euro, avec nos longues négociations.... Nous nous sommes tirés une balle dans le pied... Ce qui est le plus navrant, c'est que l'on a réussi à avoir une monnaie unique mais on ne l'utilise pas à l'international comme notre poids économique le mériterait !! Il y aurait une solution : investir, et tout payer en euros ! Pas si simple. Il faudrait une forte volonté, une Europe unie, et que les deux parties acceptent l'euro. Sinon, il faudra attendre la fin du mandat de TRUMP (encore deux ans...ou six ans ?) pour pouvoir retourner en Iran. Et encore...

Le 6 août dernier, les Etats-Unis ont commencé l'offensive contre l'Iran, en établissant une première série de sanctions et en lançant un avertissement contre tous les pays qui oseraient persister à commercer avec ce pays. Ce que le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, John BOLTON a parfaitement résumé : *« les gouvernements européens doivent réaliser, comme le font déjà les entreprises européennes, que le choix entre faire des affaires avec l'Iran et faire des affaires avec les Etats-Unis est très simple »*.

La Commission européenne a décidé de ne pas céder à ces nouvelles menaces. Et Federica MOGHERINI, la cheffe de la diplomatie européenne a rappelé le renouvellement des relations UE-Iran, le maintien de l'accord sur le nucléaire iranien. Elle a déclaré que la Commission européenne s'engageait à maintenir une coopération entre l'UE et l'Iran, en élargissant les relations économiques et sectorielles, au profit direct du peuple iranien ». Ce qui ne va pas plaire à Donald TRUMP...

3- Et l'Europe, et l'euro, dans tout cela ?

Ce qui se passe dans le monde est grave pour l'UE. Que fera-t-on si on a un problème avec la Russie ? Les USA nous feront du chantage. L'Europe, combien de divisions, pour reprendre la formule du dictateur STALINE ? On n'a pas de force militaire, depuis le rejet français de la CED, en 1954. On est 28 petits chefs d'Etat minuscules, de plus en plus divisés sans aucun pouvoir face à l'ogre américain. Et c'est comme ça depuis 1945.

TRUMP ne fait que rajouter de l'arrogance ou de l'injure à notre endroit. Mais Bill CLINTON, dans un discours sur l'Etat de l'Union, avait déjà osé dire : *« l'Amérique se définit comme la seule Nation indispensable au monde »*. Cela a le mérite de la franchise. Il est vrai que les Etats-Unis, depuis le vingtième siècle post 1945, dominent le monde : ils ont l'absolue suprématie militaire, diplomatique, monétaire, financière, scientifique (recherche, brevets, GAFAM), culturelle. L'UE n'est devant "que" sur l'économie et le commercial, ce n'est pas rien, mais ça ne fait pas une superpuissance. Nous resterons des vassaux des Américains (puis des Chinois) tant que nous n'aurons pas réussi à faire des " Etats-Unis d'Europe", une vraie

Europe politique parlant (fort) d'une seule voix. Il faut aussi rendre l'euro populaire partout dans le monde, en faire une vraie monnaie mondiale, à l'instar du dollar.

Cette outrance américaine existe depuis toujours, bien avant TRUMP. Celui qui est le plus fort abuse souvent de sa suprématie. Mais TRUMP, fidèle à ses engagements, s'est déjà retiré de la COP21, et de tout accord qui le lierait (comme le TTIP). TRUMP est hélas cohérent pour accentuer ce rapport de force avec le reste du monde (America-First !) : retrait de l'accord Trans-Pacifique ; de la COP 21 ; du financement de l'UNESCO ; de l'accord sur le nucléaire iranien ; etc. Il rejette même l'accord de l'Aléna avec le Canada ; menace de quitter l'OMC. Il dynamite l'ordre mondial, sa régulation, les textes de l'ONU, etc. Gravissime. Et sur la forme, il est odieux, fantasque, imprévisible, vulgaire et arrogant.

Ce rapport de force dépasse de loin le cadre de l'Economie. Il concerne toute la géopolitique du monde.

Et l'Europe n'est qu'un spectateur, au mieux un accompagnateur des USA, et ce depuis des décennies... Et le drame c'est que l'UE a renoncé à conduire son destin, en ne faisant pas l'union politique, en ne devenant pas une puissance militaire, culturelle, diplomatique, politique. Elle est restée à 28 pays, morcelés, de plus en plus divisés avec des Chefs d'Etat minuscules, peureux, qui ne font pas le poids face à l'ogre américain, et demain chinois, tout aussi nationaliste et dangereux. Il va quand même falloir un jour que l'Europe se réveille et dépasse le stade du commentaire ou des lamentations.

Car ce qui se passe est bien plus grave que la « perte » des marchés de TOTAL en Iran, et tous ces obstacles économiques. C'est la géopolitique du monde, de plus en plus tendue, qui se joue. Sans nous. Car l'Europe ne s'est pas faite sur le plan politique : l'UE dépend de l'OTAN pour sa défense, et l'OTAN ce sont les Etats-Unis. Si on a un problème avec les Russes, on sera bien content d'être protégés par les USA. Et là, on ne pourra qu'approuver leurs oukases. Donnant, donnant. Les rapports de force sont souvent cruels.

Il serait donc temps de reprendre en main notre destin, en allant plus loin dans l'intégration européenne. Nous n'avons pas le choix. Car TRUMP avance : il a approuvé fortement le BREXIT, allant jusqu'à espérer qu'il y en ait d'autres. Dès le début de son mandat, il fait tout pour casser l'Allemagne (il a ignoré et refusé de serrer la main d'Angela MERKEL à Washington !), et surtout casser l'alliance chez les Européens. Malgré ses risettes à Emmanuel MACRON.

TRUMP a une autre arme magique : la défiscalisation forte aux USA, pour accueillir les talents, les investisseurs, les sociétés (au taux bas) européennes et autres. Les USA sont un marché autonome, indépendants sur le plan énergétique. Ils peuvent attirer le monde entier !! L'Europe n'a pas ce pouvoir car elle n'a même pas fait l'harmonisation fiscale, au nom de nos micros souverainetés nationales ! Lamentable.

Paradoxe : TRUMP a parfois l'air d'être encore plus sévère contre l'UE que contre la Chine ! Il a quand même menacé la Chine de 200 milliards de dollars de sanctions sur ses produits. Mais ça nuirait à toutes les chaînes de valeurs, y compris les entreprises américaines. Alors il recule. La Chine doit lui faire encore un peu peur, (elle détient un quart de la dette américaine !) car elle échappe, elle, aux surtaxes sur l'acier et l'aluminium qu'il impose illégalement à l'UE, au Canada et au Mexique !

Autre arme : le roi dollar n'est pas près d'être détrôné par l'euro. C'est la monnaie qui inspire le plus confiance : dans le cœur de milliards de gens, sur toute la planète, dans les caisses des banques centrales, 64% des billets qui y dorment, sont des dollars. 20% sont des billets euros. Et 8 achats sur 10 se règlent partout sur la planète, chaque jour, en dollar. C'est du quasi monopole. Même Airbus n'y échappe pas. Récemment 80 Airbus, pour 9 milliards, ont été vendus au Mexique : en dollar. Même les ventes d'Airbus à l'intérieur de l'Europe, se font en dollar !! Le risque est que l'Allemagne, parce qu'elle est le 1er exportateur

et qu'elle risque de perdre gros (sur les 150 milliards de \$ d'excédents de l'UE vis-à-vis des USA, la moitié sont dus à l'Allemagne), négocie « seule » avec les USA pour obtenir le plus de dérogations. TRUMP nous tend un piège. L'Europe doit rester unie et ferme. On doit être solidaire dans la tourmente. Question de survie.

Mais il faut rappeler que l'euro n'a que 20 ans, même pas. Le dollar a mis 110 ans à détrôner la Livre sterling, 1ère monnaie mondiale absolue ! En plus, la zone euro a montré des faiblesses avec la crise grecque, ce qui a affaibli la confiance en l'euro. Sans oublier qu'il y avait des pays qui voulaient sortir de la zone euro (dans le programme du Mouvement 5 Etoiles, en Italie). Le dollar est roi car il est adossé à un Etat fort. Le dollar est idolâtré même. Chaque billet est frappé du « In god we trust ». Le dollar fait corps avec la nation américaine. Pas l'euro, hélas. On n'a pas de nation européenne, nous. L'euro, réussite exemplaire, se heurte toujours à 19 Etats morcelés, donc moins forts structurellement.

Parallèlement, XI JINPING veut faire du yuan une devise internationale. En attendant, la Chine investit massivement dans la dette américaine, et achète donc des dollars ! C'est une façon de dominer un peu l'Amérique ! Ils se posent bien en rival des USA, éclipsant l'Europe.

Les USA ont tous les atouts : pour avoir une grande monnaie de réserve mondiale, il faut être un grand pays, puissant, il faut inspirer confiance, et il faut pouvoir émettre des obligations unifiées (comme aux USA). Or en Europe, on achète des OAT français, ou des Bunds allemands. Il faudrait des eurobonds, mais les Allemands n'en veulent pas. On en parle depuis des années...

Les Américains imposent tout le temps leur loi : ils n'ont pu nous empêcher de créer notre monnaie européenne (sans doute parce qu'ils n'y croyaient pas !!) mais depuis ils nous surveillent de près... Un exemple concret : en 2005, le Japon et la Chine voulaient acheter pas mal d'euros pour les mettre dans leurs réserves de banque centrale. Mais Le Secrétaire d'Etat à la Défense est allé voir les deux gouvernements pour leur dire : « *les réserves de change en dollar, ce n'est pas négociable* » ! Et ils ont cédé. Les deux ! Car les USA protègent le Japon et la Chine, au cas où ! Donc ces deux pays sont redevables ! Et l'UE n'a rien dit !! Le dollar est bien le roi planétaire. Encore un droit de seigneurage ! Et celui qui a LA monnaie mondiale dirige le monde. C'est pourquoi la Chine y pense déjà, et se prépare... Tandis que nos dirigeants européens, béats, blablatent, tergiversent, comme toujours. Incroyable ! Pour nous aussi, l'euro c'est vital. Défendons-le, au moins ! Que deviendrons-nous, si les deux géants s'accordent un jour, le déclinant et l'émergent, pour créer un "Yuan-Dollar" ? Nous aurons bonne mine... C'est sur cela, qu'il faudrait travailler, en Conseil européen, être visionnaire, anticiper les « grandes manœuvres » des autres, cesser de subir...

On en revient toujours aux mêmes solutions : renforcer l'UE, faire un budget de la zone euro, un ministre des finances de cette zone. Mais on est divisé sur ces sujets. Suicidaire.

Paradoxe : TRUMP veut un dollar fort aussi. Mais là, il va pénaliser un peu plus ses exportations, dont la balance commerciale est déjà très déficitaire ! Et cela creusera un peu plus le déficit ! Mais le « gain » pour TRUMP sera d'affaiblir du coup l'euro (inflation sur les produits pétroliers, sur nos importations, sur nos recherches de financement...)

Une Union politique serait évidemment la bonne stratégie ! Cela fait 20 ans qu'on en parle. Et 20 ans qu'on ne la fait pas. Quel gâchis. MACRON veut aller plus loin avec l'UE, mais le roi est nu : les Anglais s'en vont, MERKEL est fragilisée avec un parti d'extrême droite (AfD) qui a 92 députés au Bundestag, l'Italie retourne dans un chaos durable et nauséabond. La France est isolée dans l'UE, médiocre en économie, mais est un pays (encore) stable.

C'est à nous tous, à Paris, Berlin et Bruxelles, qu'il faut prendre des initiatives, et vite. Après TRUMP, et même après les Etats-Unis, qui amorcent un lent déclin, viendra le tour de la Chine, ce ne sera sûrement pas une sinécure, non plus...Et l'Europe, alors ?

Il est temps de démontrer le bien-fondé de l'existence de l'Europe, et de faire taire les eurosceptiques. Car l'Europe reste, plus que jamais la solution. Parachevons-la, enfin ! Sinon, nous finirons américano-chinois, vassalisés...Beurk !

C'est maintenant ou jamais, qu'il faut réagir ! L'Europe a loupé le vingtième siècle, peut-elle encore se refaire au vingt-et-unième ? Face aux Chinois. Car les Etats-Unis dominent le monde depuis le vingtième siècle, plus précisément depuis la première guerre mondiale, et la Chine, elle, veut récupérer sa première place d'antan. D'où une rivalité considérable entre ces deux géants mondiaux, qui ne va cesser de grandir, et qui dépasse largement une guerre commerciale. Cette lutte « à mort » se fera avec ou sans TRUMP, quelque soit sa durée de vie politique -Impeachment ou pas ? Perte de la Chambre des représentants en novembre ?- . Cette lutte pour la première place du Monde sera le match du siècle. Pour l'instant c'est le match USA-Chine. L'Europe ? Aux abonnés absents. Toute la question est de savoir si nos dirigeants européens, divisés, pourront au moins sortir du vestiaire, afin d'être sur le banc de touche, ou, au mieux, arbitrer le match...

Les prochaines dates de présentation de l'actualité européenne :

*A Lyon les lundis **8 octobre**, 12 novembre et 10 décembre*

En pays de Gex le jeudi 27 septembre

A Valence le 24 octobre

A Ambérieu-en-Bugey le jeudi 13 décembre